

Je suis persuadé que le Gouvernement actuel a sa large part de responsabilités dans l'accumulation de nos vastes excédents de produits alimentaires à une époque où des millions de gens dans d'autres pays étaient affamés et dans le besoin. Il existait un marché possible pour chaque livre de denrée alimentaire produite au Canada; on n'aurait dû négliger aucun effort pour mettre ces denrées alimentaires à la disposition des affamés et des indigents, où qu'ils aient pu se trouver. Chose certaine, nous n'avons pas d'excuse pour souffrir que des Canadiens n'aient pas suffisamment de vivres. Tout gouvernement digne de l'épithète d'éclairé ou de chrétien verrait à ce que notre marché intérieur au moins fût convenablement approvisionné, de façon à faire disparaître de notre territoire tout vestige de souffrance humaine ou de besoin.

Il va sans dire que nous sommes avant tout responsables envers notre propre population, c'est entendu. Si nous prenions soin de nos propres concitoyens comme ils le méritent, bon nombre de nos prétendus excédents disparaîtraient du jour au lendemain. Il suffit d'un faible accroissement de la consommation par personne pour faire disparaître en peu de temps de nombreux excédents qui paraissent formidables. La politique commerciale du Gouvernement a favorisé la crise que traverse actuellement l'agriculture canadienne. En participant aux accords de Bretton-Woods en 1945 et en y adhérant rigoureusement depuis, le Gouvernement a gravement restreint notre commerce avec d'autres pays, surtout en matière de denrées alimentaires. Je sais qu'il peut citer des chiffres indiquant que le volume de notre commerce n'a jamais été plus considérable. C'est probablement exact, certes, toutefois, en ce domaine comme en bien d'autres, ce qui compte, ce n'est pas tant ce qu'est la situation, mais bien ce qu'elle pourrait être si nous suivions une ligne de conduite différente.

Il y a deux ou trois ans, l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture engagea les cultivateurs du monde entier à tendre tous leurs efforts vers la production car, disait cet organisme, il fallait que la production vivrière augmentât en moyenne d'au moins 5 p. 100 pour qu'il fût possible de fournir aux peuples affamés le strict minimum nécessaire au maintien de la santé et du bien-être.

Les cultivateurs ont répondu généreusement à cet appel, mais les denrées produites se transformèrent, dans l'économie américaine, en énormes surplus pendant que dans bien des pays des gens n'avaient pas de quoi manger. En outre, l'accroissement de production a servi de prétexte à l'avitilissement des

prix agricoles et, en conséquence, le revenu des cultivateurs a subi l'an dernier une très grave diminution.

Lorsque les cultivateurs ont demandé au Gouvernement de les aider à trouver une solution à ce problème, on leur a simplement répondu qu'ils produisaient trop et qu'ils devraient réduire leur production afin de soutenir les prix. Cette réponse n'est pas satisfaisante à une époque comme la nôtre où le communisme n'est que trop disposé à profiter du mécontentement et de la misère qui existent partout dans le monde. Une réponse comme celle-là indique une absence totale d'idées quant aux moyens de remédier à la situation actuelle. On aurait pu s'attendre à mieux. Il n'est que raisonnable d'attendre aujourd'hui du Gouvernement quelque chose de vraiment satisfaisant étant donné qu'il y a quelques semaines à peine on nous dit partout au pays que le Gouvernement avait une réponse à tout. Pourtant, il est des réponses qu'il n'a pas encore fournies. Il devrait nous en faire part.

Autre point dans le même ordre d'idées: le Gouvernement prétend qu'il a réussi à maintenir et même à accroître nos échanges commerciaux partout dans le monde depuis la fin de la guerre. Je reconnais qu'il a pu en être ainsi, mais la médaille a son revers et je me permettrai de dire quelques mots à cet égard.

La guerre finie, le Gouvernement aurait dû faire tout en son pouvoir pour accroître les échanges commerciaux avec l'étranger et recourir à n'importe quelle formule acceptable pour nous conserver nos marchés traditionnels et accroître nos ventes de produits alimentaires. Or, le Gouvernement est demeuré béatement inactif, convaincu que tout allait bien. Le parti au pouvoir a même déclaré ici à la Chambre que tout était pour le mieux. Il n'a rien fait pour favoriser les échanges commerciaux que la situation d'après-guerre rendait possibles et logiques.

Certes nous avons vendu nos produits agricoles; mais il nous faut en remercier le contribuable des États-Unis qui a sacrifié plusieurs centaines de millions de dollars de son revenu personnel pour permettre l'expédition des produits alimentaires du Canada aux populations affamées d'outre-mer.

Du 3 avril 1948 au 30 mars 1953, soit pendant cinq années financières, il s'est effectué, en vertu du plan Marshall des États-Unis et du programme d'aide au titre de la sécurité mutuelle, des achats à l'étranger de denrées du Canada en devises des États-Unis pour un montant total de \$1,539,063,000. Les États-Unis n'ont pas reçu pour un sou de ces denrées, dont la majeure partie était destinée à des pays d'Europe et une faible partie, à des pays d'Asie. Les achats des États-Unis

[M. Low.]